

Mieux vaut stopper une avalanche d'assainissements avant qu'elle ne prenne de l'ampleur !

Informé, sensibiliser, mobiliser... pour préparer la grève générale du 30 janvier !

A peine le gouvernement a-t-il reçu la confiance du Parlement que Van Quickenborne lance une avalanche d'assainissements. Il dit aussi, explicitement, que ce n'est qu'un début. Il se fout totalement de plonger l'économie dans une profonde récession et des milliers de chômeurs, de travailleurs et de retraités dans la pauvreté. Derrière lui se trouve toute l'équipe gouvernementale et un patronat bien satisfait. En Tandis que l'opposition est encore plus à droite en Flandre, nous connaissons suffisamment le double langage d'ECOLO et du FDF, en fonction de leur présence ou non au pouvoir. Les syndicats des services publics, cheminots en tête, entrent en résistance, peut-être même pour plusieurs jours. Espérons que les choses n'en resteront pas là et qu'une nouvelle date arrivera pour à nouveau mobiliser les services publics, plus de 3 jours à l'avance. Ce serait une excellente préparation pour la grève générale, secteurs privé et public confondus, du 30 janvier.



Van Quickenborne ne parle pas d'une avalanche, mais d'un train d'assainissements. Il s'y connaît pourtant peu en matière ferroviaire, c'est très clair au vu de sa proposition visant à s'attaquer aux pensions des machinistes. Avec lui au volant, pas besoin de signalisation, il y va franchement, tout comme les marchés financiers, le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. En conséquence de leurs diktats, les familles grecques, portugaises et irlandaises ont déjà assaini jusqu'à la moitié de leurs salaires et allocations. Les services publics et les aides sociales ont été brisés. Ça a marché ? Même les économistes de droite doivent admettre que les assainissements ont plongé ces économies dans une profonde récession, sans s'y être toutefois opposés.

C'est ce que les trois syndicats tentent d'expliquer depuis maintenant des mois à nos politiciens. D'abord avec une lettre ouverte, puis avec une concentration de 6000 militants et une manifestation de 80.000 travailleurs. En vain. Comparez ça à l'attitude des patrons ! Les prix du gaz augmentent de manière vertigineuse, les banques vont augmenter leurs tarifs et les abonnements aux transports publics deviennent aussi plus chers. Voilà comment les patrons réagissent aux mesures du "gouvernement d'assainissements". De

cette manière, c'est à nouveau nous qui payeront pour la rente nucléaire, les frais bancaires et les économies dans les entreprises publiques autonomes. Quand l'inflation grimpera en conséquence, ils mettront hypocritement en question l'indexation des salaires et des allocations.

PAS DE CHOIX?

Selon les patrons, les politiciens et toute la meute de la presse nous n'avons aucun autre choix. L'Europe, l'OCDE et les marchés financiers l'exigent. Mais d'où sortent-ils leurs chiffres ? Il ne les sortent pas d'un chapeau, ils leurs ont été préparés par nos patrons et notre gouvernement. Et qui sont ces marchés financiers et ces spéculateurs si ce n'est les banques, les fonds d'investissements et les entreprises qui investissent plus dans la spéculation que dans la production ?

Nos syndicats proposent des assainissements alternatifs. Ils veulent s'attaquer plus durement à la fraude fiscale, abolir les intérêts notionnels et les cadeaux fiscaux qui rapportent annuellement près de 10 milliards d'euros aux patrons. Ce sont d'ailleurs ces cadeaux qui minent les revenus de la sécurité sociale. C'est pour cela que l'on veut exclure les chômeurs et leur voler leurs allocations. C'est pour cela qu'on veut démolir

Parti Socialiste de Lutte - www.socialisme.be

le seul système de pension qui protège encore nos retraités de la pauvreté, celui des services publics. C'est pour cela qu'on veut commercialiser nos soins de santé et les livrer aux vautours du privé.

Mais que faire lorsque les investisseurs laissent de côté notre pays ou partent vers des lieux plus rentables ? Mittal vient de nous démontrer que les cadeaux fiscaux ne garantissent pas l'emploi. L'argent, ils l'ont bien empoché. Pourquoi ne pas occuper l'entreprise pour que la collectivité la reprenne, sans indemniser les grands actionnaires, pour la gérer nous même, sous contrôle des travailleurs ? Nous sommes capables de produire de l'acier sans les managers surpayés et pourquoi ne pas vendre l'acier au rabais ? Les patrons et leurs institutions internationales n'ont pas la moindre réticence à nous payer des salaires au rabais.

Le gouvernement a bien pu nationaliser des banques après que des spéculateurs privés les aient faites capoter. Que-est ce qui retient les autorités à leur imposer un régime drastique à l'avantage des petits épargnants et des investissements socialement utiles, avec menace d'expropriation ? De la volonté politique ?

UN PLAN D'ACTION ALLANT CRESCENDO

Avant le 2 décembre, les métallos FGTB Wallonie-Bruxelles avaient communiqué un plan d'action capable de stopper l'avalanche d'assainissements. Par la voix de leur président Nico Cué, cette proposition comprenait une grève générale de 24 heures en janvier et, si le gouvernement n'écoute pas, de 48 heures en avril et si nécessaire de 72 heures en juin. C'était encore avant que Van Quickenborne aie ouvert les hostilités. Il faudra probablement revoir le calendrier, mais le principe reste valable, bien qu'il faille probablement déjà planifier la grève de 48 heures en février ou mars et celle de 72 heures non pas juste avant l'été, mais beaucoup plus tôt.

Les syndicats doivent négocier, mais pas sans tenir un bon bâton derrière leur dos, avec une campagne d'information dans les entreprises afin de discuter des conséquences des mesures gouvernementales pendant des arrêts de travail et où on peut démocratiquement préparer les actions. Avec des journées d'actions, des grèves et des manifestations régionales et sectorielles, en préparation d'une série de grèves générales allant crescendo. Nous pensons que le message central à faire passer devrait être : nous n'avons pas provoqué la

crise, nous ne la payerons pas!

FGTB ET CSC CASSEZ LES LIENS AVEC LE PS, LE CDH ET ECOLO

Pourquoi tant de Flamands votent-ils pour la N-VA, ce parti qui considère même la lutte contre la fraude fiscale comme une augmentation des impôts ? Parce que les partis soi-disant amis, y compris Groen, nous imposent depuis des années des plan d'assainissements les uns après les autres. Beaucoup de travailleurs en ont assez et votent pour ceux qui semblent être l'opposition la plus visible à l'establishment. En Tunisie et en Egypte, ce sont les partis islamistes conservateurs, en Flandre c'est la N-VA conservatrice.

En Wallonie et à Bruxelles, on n'en est pas encore là. Jusqu'à ce jour, le PS a pu se cacher à chaque fois, d'abord derrière "l'état CVP", puis derrière la majorité de droite en Flandre. Mais cette formule s'use et, finalement, un populiste se lèvera tôt ou tard en Wallonie et à Bruxelles aussi pour instrumentaliser ce vide politique.

Tant que les syndicats renverront leur base vers le PS, le CDh ou Ecolo, le populisme menacera. Les syndicats doivent rompre leurs liens avec les partis "amis" et construire un vrai parti des travailleurs avec des hommes politiques qui bossent au salaire d'un collègue, pas à celui d'un manager. Ils n'existent pas ? Prenons les hors des dizaines de milliers de militants syndicaux qui s'engagent quotidiennement sans aucun intérêt personnel !

Un tel parti des travailleurs doit être pluraliste et ouvert à tous ceux qui veulent lutter contre cette politique qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. En Flandre, Rood !, le mouvement d'Erik de Bruyn (ancien candidat à la présidence du SP.a, qui vient de quitter ce parti) est un essai en cette direction. A Bruxelles et en Wallonie, ce potentiel existe aussi.

Le PSL s'engage pleinement dans ce combat, mais construit en même temps ses propres forces, puisque nous sommes convaincus que la science et la technique ont atteint un niveau tel que l'actionnariat privé fait obstacle à tout développement. Seule la propriété collective des moyens de production, dans une société socialiste démocratique, est capable de garantir un développement favorable à l'être humain et à son environnement.

